

Discipline imbattable de l'Iran vs panique USraélienne | Jacques Baud

La discipline stratégique de l'armée iranienne et la structure de gouvernance du pays déjouent la campagne de bombardements massifs menée par les États-Unis et Israël. L'Iran démontre qu'aucun niveau de frappes de décapitation ne peut réellement réduire sa capacité à frapper des cibles dans la région. Chaque jour qui passe, la guerre aérienne d'usure penche davantage en faveur de Téhéran — bien qu'à un coût humain terrible, en raison du ciblage intentionnel de civils par les puissances occidentales. Mon invité, le colonel Jacques Baud, a été colonel dans l'armée suisse et, pendant de nombreuses années, officier de renseignement. Son analyse met en lumière tout ce que les États-Unis ont manqué avant de se lancer dans cette folie insensée. Soutenez-nous sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Boutique et dons : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com>

#Pascal

Bienvenue à tous. Je m'appelle Pascal Lottaz. Nous sommes ici sur *Neutrality Studies*, et aujourd'hui, nous parlons à nouveau avec mon compatriote et collègue, le colonel Jacques Beau. Jacques, bienvenue à nouveau.

#Jacques Baud

Merci beaucoup de m'avoir à nouveau invité dans votre émission. J'apprécie vraiment votre soutien, car je sais que vous défendez ma cause depuis longtemps. Et merci de m'avoir invité encore une fois.

#Pascal

Oui, nous voulons en fait parler de l'Iran, et l'Iran va être abordé dans quelques minutes. Mais d'abord, s'il vous plaît, pouvez-vous nous donner une mise à jour sur votre affaire ? Pour ceux qui ne le savent pas, vous êtes sanctionné par l'Union européenne. Alors que vous vivez à l'intérieur de l'Union européenne, vous n'avez pas de compte bancaire, pas d'accès à vos fonds, vous n'êtes pas autorisé à acheter ou vendre quoi que ce soit, et vous n'avez même pas le droit de quitter la Belgique, où vous résidez. Voilà un très bref résumé. Cela dure depuis le 15 décembre, et maintenant, en ce 17 mars, où en êtes-vous dans votre affaire ?

#Jacques Baud

Eh bien, je suis toujours, comme l'a récemment dit le juge Napolitano, la personne sanctionnée la plus célèbre au monde. C'est exactement comme vous l'avez expliqué. Ce qui a changé depuis notre dernière émission, c'est que mes avocats ont pu déposer la semaine dernière une demande d'

annulation de la sanction auprès de la Cour de justice de l'Union européenne. Ce n'est pas un appel ordinaire, comme on le ferait dans une procédure judiciaire normale, car la décision prise contre moi n'est pas une décision judiciaire. C'est une décision extrajudiciaire. Il s'agit d'une décision politique prise par le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne. En substance, mes sanctions constituent une mesure de politique étrangère et non une mesure juridique. Il est très important de le préciser, car les gens pourraient penser que j'ai fait quelque chose de mal ou quelque chose de ce genre.

Non, je n'ai enfreint aucune loi, ni en Europe ni ailleurs dans le monde. En réalité, j'exerce simplement mon droit à la liberté d'expression. Je ne fais pas de propagande. Les Européens peuvent l'interpréter ainsi, mais ce n'est pas mon intention — c'est précisément ce que j'essaie d'éviter. J'ai été invité à de nombreuses reprises par des médias russes, et j'ai refusé, justement parce que je voulais conserver une approche académique et analytique du conflit, et non politique. Et c'est essentiellement la situation dans laquelle je me trouve. Si je vivais en Suisse, en dehors de l'Union européenne, je ne serais pas autant affecté par les sanctions. Je serais toujours sanctionné de la même manière, mais en Suisse, mon compte bancaire serait accessible et je bénéficierais d'une certaine liberté de mouvement.

Je ne peux pas quitter la Suisse, puisqu'elle est entourée par l'Union européenne et que, en théorie, je n'ai pas le droit d'entrer sur le territoire de l'UE. Mais le problème, c'est que je vis dans l'UE, et que je suis donc affecté à 100 % par ces sanctions. C'est la différence avec d'autres personnes sanctionnées, qui vivent pour la plupart en dehors de l'Union européenne, principalement en Russie. Elles ne subissent pas toute l'ampleur des sanctions. Elles n'ont toujours pas accès à des comptes bancaires en Europe, entre autres, mais certaines d'entre elles n'ont probablement même pas de comptes bancaires en Europe et n'ont peut-être pas besoin de s'y rendre. Dans mon cas, je suis en Europe, et comme vous l'avez justement dit, ma liberté de mouvement est fortement restreinte. Je ne peux pas rendre visite à ma famille, je ne peux pas voir ma fille — je ne peux tout simplement pas voyager. Je ne peux même pas aller dans mon pays d'origine, la Suisse.

#Pascal

Et si j'étais... tu n'as pas le droit de voyager à travers les frontières internes de l'UE, n'est-ce pas ? Tu n'as pas le droit de partir. C'est exact. C'est exact.

#Jacques Baud

En réalité, je pourrais demander une autorisation de voyage. Je pourrais m'adresser au gouvernement belge, au gouvernement français ou au gouvernement luxembourgeois pour obtenir la permission de traverser leur territoire. Mais ensuite, si j'arrive en Suisse, il se peut que je ne puisse pas rentrer chez moi. C'est pourquoi toute cette situation est, d'une certaine manière, kafkaïenne. Et c'est un cas unique — enfin, à moitié unique — car il en existe quelques-uns similaires en Europe. Mais chaque cas est différent, puisque tous les régimes de sanctions le sont aussi, et que

leur logique varie également. Les implications pour chaque gouvernement sont donc différentes. Heureusement, le gouvernement belge se montre plutôt accommodant dans ma situation, mais d'autres gouvernements peuvent voir les choses autrement. En Allemagne, par exemple, ils pourraient être plus stricts que dans mon cas. Donc oui, chaque situation est différente. C'est une situation très particulière — disons-le ainsi.

#Pascal

Le régime de sanctions de l'UE est assez effrayant, d'autant plus qu'il est tout nouveau, et il semble qu'il y ait une certaine expérimentation en cours quant à ce que font les différents États membres. À ma connaissance, il n'y a vraiment qu'une seule autre personne dans une situation similaire, car dans le cadre du régime de sanctions contre la Russie — vous êtes bien visé par les sanctions russes, n'est-ce pas ? C'est bien celui-là qui vous concerne. Il y a un autre citoyen à l'intérieur de l'UE, Hussein Dogru, un citoyen allemand vivant en Allemagne, qui se trouve également dans une situation comparable. Tous les autres, autant que je sache, sont en dehors de l'UE, y compris notre compatriote Nathalie Jamp, qui est coincée sur le continent africain et ne peut pas retourner en Suisse. Mais, vous savez, les citoyens de l'UE vivant dans l'UE — ou les personnes à l'intérieur de l'UE — je crois qu'ils ne sont que deux pour le moment.

#Jacques Baud

Oui, je pense qu'il y en a deux. Encore une fois, je ne veux pas discuter du cas du journaliste germano-turc, car tous les cas sont très différents, et il y a d'autres questions liées à Dogru qu'à mon propre cas. Donc je ne veux pas en parler, car on ne fait qu'ajouter de la confusion lorsqu'on évoque des affaires qu'on ne connaît pas vraiment. Je veux dire, je me parle à moi-même ici, bien sûr, et c'est pourquoi je ne vais pas en discuter. En réalité, ces sanctions ont été conçues à l'origine pour viser des pays — ou, disons, des entités étatiques comme Gazprom ou d'autres du même type. La nouveauté dans l'Union européenne, c'est de sanctionner des individus.

Et encore une fois, lorsque vous sanctionnez des terroristes, d'accord, vous pouvez avoir des raisons de le faire — bien que le mot «terroriste» doive encore être défini, et c'est un autre problème que l'Occident n'a pas réussi à résoudre depuis une centaine d'années. En tout cas, si vous sanctionnez, disons, des personnes impliquées dans le crime organisé, le blanchiment d'argent, la pédophilie ou autre, on peut dire, d'accord, c'est compréhensible. Mais le problème avec l'Union européenne, c'est qu'elle en est maintenant venue à sanctionner la parole des individus. Et c'est une évolution extrêmement dangereuse. C'est dangereux à deux égards. D'abord, parce que cela montre que l'Europe a peur de la liberté d'expression.

L'essence de la démocratie consiste précisément à accepter la liberté d'expression. Donc, lorsque l'on a peur de la liberté d'expression, cela signifie que l'on n'est plus dans un processus démocratique. Car même si certaines personnes sont opposées à la démocratie, elles devraient avoir le droit de l'exprimer. Et la démocratie suppose que l'on soit capable de répondre aux arguments de ceux qui s'y

opposé. C'est une sorte de processus darwinien. Quand on n'est plus capable de réfuter un argument, on en vient à interdire aux gens de parler — et c'est là que nous en sommes. Cela signifie que l'Union européenne n'a pas suffisamment d'arguments pour contrer les discours qu'elle n'aime pas. C'est essentiellement cela, et c'est ce qui rend la situation si préoccupante.

Et la deuxième chose qui est assez préoccupante, c'est que lorsque vous commencez à sanctionner des personnes à l'intérieur de l'UE, et pas seulement celles vivant en dehors de l'UE, cela signifie que vous vous placez au-dessus de la loi. Je crois que vous avez déjà consacré une émission à expliquer cette extra-légalité, ou nature extrajudiciaire, de telles sanctions. Lorsqu'une mesure est extrajudiciaire, cela signifie qu'elle se situe en dehors de la loi — vous n'agissez plus dans le cadre de l'État de droit. L'État de droit signifie que l'État lui-même est régi par la loi. Lorsqu'une décision est extrajudiciaire, vous sortez de ce cadre. Donc, lorsque vous n'êtes plus gouverné par la loi, cela signifie que vous êtes en dictature.

#Pascal

Hé, petite interruption rapide car j'ai récemment été banni de YouTube. Et même si je suis de retour, cela pourrait se reproduire à tout moment. Alors, merci d'envisager de vous abonner non seulement ici, mais aussi à ma liste de diffusion sur Substack. C'est pascallottaz.substack.com.

#Jacques Baud

Le lien se trouvera dans la description ci-dessous. Et maintenant, retour à la vidéo.

#Pascal

Parce que, tu sais, la seule chose avec laquelle je ne suis pas d'accord dans ce que tu as dit, c'est quand tu as affirmé qu'on pouvait sanctionner le crime organisé, la pédophilie, et ainsi de suite. On ne sanctionne pas cela — on a des lois qui l'interdisent. Ce sont des actes criminels ; ils sont criminalisés. Le fait est que tu n'as rien fait de criminel. Tu ne l'as pas fait. Tu ne l'as pas fait. Tu y es explicitement autorisé. Et c'est pour cela qu'ils doivent recourir à des mesures extrajudiciaires, extra-légales, pour contourner leur propre système afin de t'attraper et de te faire du mal.

#Jacques Baud

Tu sais, tu as tout à fait raison. J'ai utilisé l'exemple du terrorisme parce que je me suis dit, bon, d'accord, ça aurait du sens puisque les États-Unis le font. Mais tu as absolument raison — c'est exactement le problème dans lequel nous nous trouvons, et c'est une phase très dangereuse pour la démocratie.

#Pascal

Extrêmement dangereux. Mais l'Europe, en général, traverse un moment très précaire, même selon sa propre logique. Peut-être pourrions-nous utiliser cela comme transition vers le sujet principal, à savoir l'Iran — et aussi la manière dont l'Europe aborde l'Iran. Vous êtes, bien sûr, un ancien colonel de l'armée suisse. Vous êtes un militaire, avec beaucoup de formation, et vous observez tout cela à travers ce prisme. Vous offrez une analyse brillante, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles ils vous ont sanctionné. Mais si nous suivons la logique que vous avez exposée plus tôt, nous voyons en réalité un raisonnement similaire appliqué à la guerre en Iran. En Allemagne, je crois que c'était soit le chancelier, Friedrich Merz, soit Armin Laschet — l'un des ministres d'État — qui a en fait déclaré...

Je crois que c'est Merz qui a dit que, puisque l'Iran avait violé le droit international par le passé, il ne pouvait plus se cacher derrière ce même droit. Donc, le droit international ne protège pas l'Iran. Et pour moi, c'est absurde, car si l'on appliquait ce raisonnement à n'importe quel voleur ou contrevenant dans un État, cela reviendrait à dire que personne n'est protégé par la loi. Que pensez-vous de ce genre de rationalisations en Europe face à cet acte d'agression et d'attaque contre l'Iran, manifestement et totalement illégal ?

#Jacques Baud

Eh bien, c'est quelque chose que nous avons déjà vu dans le cas de la Palestine, par exemple. Les gens disaient : « Les Israéliens bombardent des civils », et la réponse était : « Oui, mais le Hamas a attaqué le 7 octobre. » Cela signifie que vous essayez de justifier un crime par un autre. Et on ne peut pas justifier un crime par un autre crime. Ce n'est pas possible. Sinon, nos pays deviendraient vraiment le Far West — chacun rendant justice lui-même. Si l'on peut justifier un crime parce que quelqu'un a fait quelque chose de mal, alors on dit en gros qu'il est acceptable de le tuer ou autre. Ce n'est pas acceptable.

Nous avons donc ici, je pense, une dérive dans la mentalité occidentale, ce qui est assez préoccupant. Je veux dire, même lorsqu'on a interrogé le ministre belge de la Défense à propos de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, il a répondu : « Eh bien, c'est légitime. » C'est là que l'on voit où en est réellement notre direction — et ce n'est pas entièrement nouveau —, c'est la différence entre l'ordre fondé sur le droit international et l'ordre fondé sur des règles internationales. La loi, c'est la loi. Elle est écrite. C'est la Charte des Nations unies. C'est tout ce qui y est consigné, et on sait exactement ce qu'elle dit. Par conséquent, on sait quand on enfreint la loi. Et c'est la même chose dans nos pays.

C'est pour cela que nous avons l'État de droit. La loi définit la manière dont on gouverne. La loi est écrite. Tout le monde est censé la connaître, et l'on sait quand on la transgresse. Le problème avec l'ordre fondé sur des règles, c'est que ces règles ne sont pas définies — ou, pour être plus précis, elles le sont par certaines personnes, mais elles ne sont écrites nulle part. Elles sont simplement ajustées selon la situation. On décide que l'Iran a fait ceci, ou on décide qu'il est justifié d'attaquer,

qu'il est légitime d'attaquer, et on attaque. L'un des exemples les plus souvent cités à propos de l'Iran est la répression qu'ils ont exercée en janvier lors des manifestations et des protestations. Je n'y étais pas.

Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé. Ce que je constate, c'est que personne ne sait vraiment ce qui s'est passé. Nous n'avons que des chiffres qui flottent dans l'air. On peut entendre un ministre français parler de 50 000 victimes, Ursula von der Leyen dire 17. Autrement dit, personne ne sait exactement ce qui s'est passé. Mais sur la base de notre ignorance, on affirme qu'il y a eu une répression très dure de la part de l'Iran contre les manifestations, et que, par conséquent, il serait légitime de l'attaquer ou de changer le régime. Et là encore — admettons qu'il y ait eu usage de la force par l'Iran, même de manière excessive, contre ces manifestants — cela ne constitue toujours pas une justification pour attaquer le pays. Ce n'est pas une justification pour le bombarder.

Et en fait, ce que l'on observe aujourd'hui en Iran, pour ne citer qu'un exemple, c'est que des femmes qui manifestaient en janvier se rangent désormais du côté du gouvernement contre les États-Unis. Cela illustre parfaitement l'illégitimité de cette approche qui consiste à dire que, parce qu'ils ont commis des erreurs par le passé, nous avons le droit de tout faire aujourd'hui. Et cela nous amène à la déclaration de Friedrich Merz, qui a affirmé que l'Iran ne devrait pas être protégé par le droit international. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est, comme vous l'avez justement dit, totalement absurde. Pourquoi priverait-on quiconque — même dans un pays comme l'Allemagne, par exemple — de la protection de la loi ? C'est avant tout une décision arbitraire.

#Pascal

C'est pourquoi je pense que c'est très similaire à ce qui t'arrive. Tu sais, la logique est la même : parce que l'autre camp a fait quelque chose que je désapprouve, toutes les structures que nous avons mises en place pour protéger les gens ne s'appliquent plus.

#Jacques Baud

Exactement, oui. La même logique sous-jacente. Absolument, je suis entièrement d'accord avec vous. Et c'est quelque chose de très dangereux. Tout cela vient du fait que nous avons un processus de prise de décision très faible, en réalité, dans la plupart des pays, pour tout. On peut parler de l'Iran, du Venezuela, de la Palestine. Nous n'avons pas de prise de décision solide. En fait, nous décidons avec notre estomac plutôt qu'avec notre cerveau. C'est là le problème. Et par conséquent, toutes les décisions sont émotionnelles. Elles ne sont pas étudiées, évaluées ou élaborées en profondeur.

En conséquence, nous finissons par prendre principalement des décisions à court terme, sans réelle compréhension des implications futures. On le voit très bien aujourd'hui avec toute la question de l'énergie, par exemple. Actuellement, les Européens envisagent de se tourner à nouveau vers la

Russie pour certaines sources d'énergie, car ils se rendent compte qu'ils ont commis une erreur — ils ont décidé précipitamment en 2022, et ainsi de suite. Nous voyons donc une prise de décision extrêmement faible. Nous décidons comme des adolescents, et non plus comme des gouvernements, comme des personnes dotées d'intelligence. Je viens du monde du renseignement.

C'était mon ancien métier. Et dans le domaine du renseignement, l'idée est d'analyser les choses indépendamment de ce que décide le pouvoir politique. Je veux dire, qu'ils soient d'accord ou non n'est pas la question. Dans le renseignement, on n'est pas là pour plaire au politicien ; on est là pour expliquer la situation — quelle qu'elle soit. Il se peut que l'analyse ou la vision de la situation ne plaise pas au politicien, mais c'est à lui de prendre la décision qui correspond à cette réalité. Le problème aujourd'hui, c'est que nous avons tendance à avoir des politiciens qui essaient d'adapter la réalité à leur décision.

#Pascal

Quand... quand penses-tu que tout cela a commencé ? Parce que c'est absolument crucial. Nous voyons en ce moment comment un camp agit de cette manière — l'Occident politique, comme l'appellerait Richard Sakwa : l'Europe et, bien sûr, les États-Unis — prenant des décisions très hasardeuses, fondées sur des renseignements très médiocres, une compréhension très limitée de la situation. Et maintenant, nous avons l'autre camp. Nous avons les Russes, qui, depuis quatre ans — enfin, au moins depuis trois ans — mènent méthodiquement une guerre d'usure, la deuxième phase qui a suivi le premier moment de « choc et effroi », où la stratégie était différente. Mais ces trois dernières années ont été assez délibérées et méticuleuses dans la manière dont ils ont tenté d'atteindre leurs objectifs.

Et nous voyons la même chose aujourd'hui en Iran. Nous voyons comment l'Iran mène une guerre de manière méticuleuse, avec une stratégie claire et un plan précis pour rendre la vie des États-Unis et d'Israël assez difficile dans la région du Golfe. Ils mettent cela en œuvre sur la base de plans élaborés il y a de nombreuses années. Alors, où cela nous mène-t-il aujourd'hui, dans cet environnement international où la violence est, malheureusement, redevenue un moyen de communication ? Quels types de stratégies sont utilisés — ou non utilisés — du côté occidental ?

#Jacques Baud

Eh bien, si vous me permettez d'adopter cette perspective du renseignement, je dirais qu'en effet, cela a changé depuis le début des années 1990. Pendant la guerre froide, le renseignement reposait sur cette rivalité bipolaire entre le système communiste — marxiste, on pouvait l'appeler de différentes manières — et le monde occidental. Nous avons l'OTAN et le Pacte de Varsovie qui se faisaient face. Et, bien sûr, il existait des divergences politiques, mais, en substance, en ce qui concernait la menace stratégique, les deux camps avaient des logiques très similaires. Je veux dire, l'

armée soviétique utilisait des chars tout comme l'armée américaine, et les chars avaient le même objectif : la vitesse au sol, des caractéristiques presque identiques, leurs canons tiraient à la même cadence ou à la même distance, et ainsi de suite.

Il y avait donc beaucoup de points communs, ce qui facilitait la compréhension et permettait d'avoir une vision claire de la menace, car on pouvait s'appuyer sur sa propre expérience pour construire cette image. Après la chute du Pacte de Varsovie et la fin de la guerre froide, nous avons commencé à mettre l'accent sur d'autres types de menaces. La première priorité a été le crime organisé, puis cela s'est très vite déplacé vers le terrorisme, et ainsi de suite. Le problème avec ces types de menaces, c'est que, tout d'abord, les gens n'ont pas beaucoup d'expérience en la matière. Je veux dire, on peut l'aborder d'un point de vue policier, et le renseignement policier peut identifier des criminels individuels, etc.

Mais sur le plan stratégique, comment aborde-t-on la criminalité organisée ? La réflexion stratégique manquait d'une vision d'ensemble, si l'on peut dire, au niveau stratégique. Et cela s'est encore compliqué avec le terrorisme, en particulier le terrorisme islamique, car on ne peut plus évaluer la situation à partir de sa propre expérience ou de la culture occidentale. On se retrouve face à des individus — peut-être même pas des organisations, mais des individus — qui réagissent selon leur propre culture, leurs propres normes, leurs propres références culturelles, et ainsi de suite.

Et cela devient très difficile à comprendre. J'ai écrit plusieurs livres à ce sujet, car la manière dont nous avons réagi au terrorisme, en réalité, n'a fait qu'accroître le terrorisme, puisque nous n'avons jamais vraiment compris ce que c'était. Au milieu des années 1990 — et cela a d'ailleurs été reconnu, soit dit en passant, par le directeur de la CIA de l'époque — je ne me souviens plus de son nom, peut-être Gates, mais je peux me tromper. Quoi qu'il en soit, il s'est lui aussi rendu compte, et c'est quelque chose que j'ai également observé dans la communauté du renseignement en Europe, que la dimension analytique du renseignement n'était plus aussi efficace qu'auparavant.

Et pour comprendre cela, lorsqu'on parle de renseignement, la plupart des gens pensent que le renseignement consiste à collecter des informations. Il est très important de comprendre qu'une organisation de renseignement repose essentiellement sur deux piliers, de manière très schématique : on collecte des informations, puis on les analyse. L'analyse est, en réalité, le produit de votre organisation. Cela signifie qu'il faut certes collecter des informations, mais surtout, il faut donner du sens à ce que l'on collecte. Or, avec des menaces dispersées entre différentes organisations et d'autres structures de ce type, on rassemble énormément d'informations, mais il devient de plus en plus difficile d'en dégager une vision stratégique et cohérente.

Et c'est là que la difficulté a commencé. Je ne pense pas qu'aucune véritable organisation de renseignement ait réellement su faire face à ce problème, du moins en Europe, à ma connaissance. Le résultat, c'est que nous croyons que collecter davantage d'informations améliorera la qualité du résultat. Mais en réalité, c'est l'inverse. Plus on dispose d'informations — certaines peuvent être utiles au niveau de la police, et ainsi de suite — mais lorsqu'il s'agit d'évaluer stratégiquement une

situation, on peut avoir trop d'informations, et l'arbre finit par cacher la forêt. C'est exactement ce qui se passe. Par conséquent, les capacités d'analyse de ces services demeurent extrêmement faibles. C'est une tendance générale observée dans l'ensemble des services de renseignement : la dimension analytique du renseignement s'affaiblit.

Et cela entraîne d'autres problèmes, car lorsqu'on parle de l'Iran, on observe exactement la même chose. La Russie, l'Iran, la Palestine — le désordre dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui est la conséquence d'une mauvaise évaluation de l'ennemi, si l'on peut dire. Nous sous-estimons toujours les capacités de nos adversaires. Qu'il s'agisse de la Russie, de l'Iran, de la Palestine ou d'autres, nous les sous-estimons systématiquement, car nous ne fondons pas nos jugements sur des faits ; nous nous appuyons sur des évaluations intuitives et émotionnelles, faute d'avoir l'expertise nécessaire pour évaluer la menace telle qu'elle est réellement. Et c'est exactement ce que nous voyons à l'œuvre avec l'Iran. Malgré trois opérations menées contre l'Iran avant 2024 et deux en 2025, nous n'avons toujours pas compris les capacités de l'Iran, alors même que celui-ci a tout fait pour montrer à Israël et aux États-Unis à quel point il était capable de répondre à toute provocation.

#Pascal

Puis-je poser deux questions à ce sujet ? Elles ne sont pas exactement liées, mais un peu tout de même. D'abord, quelle est l'importance du cadrage normatif — ou à quel point la pensée normative est-elle forte — au sein de ces communautés du renseignement que vous connaissez ? Si l'on part d'une certaine vision du monde et qu'on construit ensuite son cadre analytique autour de celle-ci, on ne peut trouver que ce qui s'inscrit dans ce monde, n'est-ce pas ? Je veux dire, la différence entre demander « D'où viendra la prochaine menace ? » et « D'où viendra la paix mondiale ? » — selon la question posée, on trouvera des choses complètement différentes, n'est-ce pas ? Donc ce n'est pas seulement l'analyse ; c'est l'approche de l'analyse.

Quelle est la solidité de cette approche ? Et ensuite, il me semble qu'avec l'Iran — et dans une bonne mesure aussi avec la Russie — nous voyons en réalité comment les services de renseignement, et même des systèmes politiques entiers, se laissent piéger par les récits qu'ils se racontent à eux-mêmes au sujet de l'autre, au lieu d'essayer réellement de comprendre comment l'autre fonctionne. C'est pourquoi, vous savez, même dans la partie germanophone de l'Europe, l'idée d'un *Putin-verstehen* — quelqu'un qui comprend Poutine — est une insulte, n'est-ce pas ? Nous avons donc en quelque sorte rendu tabou cette approche, cette tentative de comprendre l'autre.

Je me souviens très clairement que, il y a quatre ans, lorsque la guerre russe a commencé, j'ai parlé à des experts américains de la Russie — des personnes qui étudiaient la Russie sur le plan académique — et qui se plaignaient que le niveau d'expertise en Occident, parmi les russologues ou les soviétologues, avait considérablement diminué. Il n'y a donc plus de véritable compréhension de la manière dont l'autre camp fonctionne réellement. Et cela, à son tour, alimente ces stéréotypes

très médiocres sur lesquels les décisions se fondent ensuite. Désolé, c'est une façon un peu longue d'en venir à ces deux points : l'impact des cadres normatifs et l'impact du fait que l'Occident croit à ses propres récits erronés sur l'autre.

#Jacques Baud

Eh bien, je pense que les deux sont liés, en réalité — et merci pour la question. C'est une question fascinante, car elle devrait orienter la manière dont nous abordons les crises. Le problème de la question normative, c'est que lorsque l'on commence à évaluer une menace conventionnelle, comme l'Union soviétique pendant la guerre froide, on se trouve dans un cadre où, bien sûr, les Soviétiques avaient une pensée différente, des doctrines différentes, des objectifs politiques différents, et ainsi de suite, par rapport à l'Occident. Mais dans l'ensemble, il s'agissait encore d'une culture très similaire.

Ainsi, vous pouvez avoir certains points communs qui aident votre analyse à rester ancrée sur une sorte de, disons, terrain culturel commun—si je puis dire—qui vous offre un cadre normatif pour analyser l'adversaire. Même s'il existe de légères différences, vous pouvez facilement vous y adapter. Le problème se pose lorsque vous abordez, par exemple, le cas des Iraniens—ce sont des musulmans, évidemment—l'idée de la victoire pour un musulman n'est pas exactement la même que pour un Occidental. Pour nous, comme nous l'avons appris dans les écoles militaires, la victoire se définit par la manière dont on détruit son ennemi. Pour un musulman, de manière générale, la victoire se définit par la manière dont on accepte de combattre—par la détermination à se battre.

La victoire n'est pas sur l'ennemi ; la victoire est sur soi-même. Et cela change complètement la perspective, car dans l'esprit occidental, on est limité par l'atteinte d'un objectif — la victoire, c'est l'objectif. Je veux dire, l'objectif de destruction est clairement défini. Mais pour un musulman, l'objectif se trouve en soi. On ne peut pas exiger de quelqu'un qu'il vainque un ennemi plus puissant. Si l'ennemi est plus fort, eh bien, que peut-on faire ? Mais ce qu'il faut avoir, c'est la détermination de se battre. Ainsi, la victoire ne consiste pas à détruire l'ennemi ; votre victoire, c'est de ne pas avoir abandonné face à l'ennemi.

Et c'est ce qui explique pourquoi Ali Khamenei a été tué dans son bureau — parce qu'il ne voulait pas céder à la peur d'une attaque. Il est allé à son bureau comme d'habitude, faisant son travail, accomplissant ce qu'on lui avait confié, sans se cacher. Et c'est aussi pour cela que, lorsque vous arrêtez des terroristes et ainsi de suite, ils ont tendance à avouer plus de crimes qu'ils n'en ont réellement commis — parce que cela montre, oui, absolument, leur détermination. En fait, il y a ces cas célèbres — je ne me souviens plus de son nom maintenant — ce type, Sheikh Mohammed, son nom m'échappe. Mais lorsque le FBI l'a arrêté, il était censé être le chef des opérations de Ben Laden, ou quelque chose comme ça.

Et lorsque le FBI l'a arrêté, je veux dire, le FBI a décidé de retirer certaines accusations que Mohammed avait portées contre lui-même, parce qu'ils savaient qu'il n'avait pas pu faire cela. Il n'

était physiquement pas en mesure de commettre le crime dont il s'était accusé. Et c'est très courant, car l'idée est qu'il faut montrer sa détermination à se battre. Et même si vous lisez—bon, c'est un sujet en soi—mais nous parlons bien sûr de terroristes. Et il ne s'agit pas de supposer que l'Iran est terroriste ; je refuse ce type de catégorisation. Mais cela explique que, lorsque vous lisez les textes de ceux qui ont établi la théorie du terrorisme armé—car les djihadistes acceptent l'idée d'être des terroristes—ils acceptent cette idée.

Ils disent que le terrorisme est une méthode, et nous sommes d'accord avec cette idée — que nous sommes des terroristes. C'est quelque chose que personne en Occident ne ferait. Là-bas, on chercherait à échapper à l'étiquette de « terroriste », mais dans la vision djihadiste, non. Ils disent : eh bien, c'est une méthode. Nous utilisons cette méthode pour telle ou telle raison, et donc nous l'acceptons. Mais dans ces théories de la terreur, ce n'est pas le nombre de victimes qui compte. En réalité, il est même recommandé de ne pas faire trop de victimes. L'idée n'est pas de tuer beaucoup de gens ; l'idée est de montrer que l'on est déterminé à se battre. Voilà. C'est donc très important à comprendre.

Nous avons une situation complètement différente... C'est pour cela que c'est facile. Quand j'étais moi-même impliqué — parce qu'au Soudan nous étions menacés par des terroristes — le chef de mission m'avait chargé de tout faire pour éviter ces menaces. C'était en 2006, à cause des caricatures de Mahomet. Nous étions pris pour cible parce que nous avions des officiers danois et norvégiens dans la mission. J'étais en contact avec certains mouvements extrémistes, car j'étais le chef du renseignement, et j'ai discuté avec ces personnes. On m'avait demandé de le faire. J'y suis allé, et nous avons parlé avec ces extrémistes. Et après notre discussion, j'ai demandé : « Eh bien, maintenant, dois-je craindre votre menace ? »

Est-ce qu'on est en train de se faire bombarder ou quelque chose comme ça ? Il a dit non, on a parlé. Très bien, ça nous va. On a parlé du sujet — aucun problème. Je n'ai pas donné un seul dollar, je ne leur ai rien donné. On a simplement discuté, et c'est tout. Il pouvait expliquer son objectif, expliquer sa logique. J'ai expliqué la mienne — enfin, la nôtre, puisque c'était l'ONU. Il a dit que c'était très bien. Et nous n'avons subi aucune attaque, absolument aucune. Donc, il est très important de comprendre l'état d'esprit des gens. Et je pense — je suppose, encore une fois, ne me comprenez pas mal — je ne dis pas que l'Iran est terroriste. Je rejette complètement cette idée. Mais la mentalité est très similaire, car elle est façonnée par la même culture.

#Pascal

Oui, non, je veux dire, c'est très, très important. Ce n'est pas seulement une question de culture. C'est aussi cela — ce que tu viens de décrire — le terrorisme comme méthode est, bien sûr, l'application de la force, de la violence comme méthode. Et ce n'est en réalité rien de différent de ce que Clausewitz nous a appris sur la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens. C'est simplement appliqué à un autre scénario, en particulier un scénario hautement asymétrique. Et c'est pour cela que toutes ces comparaisons, ou ces approches injustes, apparaissent — pour dire,

par exemple, « Oh, l'Iran se comporte comme un terroriste. » Eh bien, c'est la partie la plus faible. Ils le sont clairement.

Mais c'est vous qui avez recours à la violence en premier lieu, et ils répondent par la violence. Ce à quoi nous assistons est en réalité une forme de négociation sur l'avenir politique de ces régions — d'une région. Et tandis que le camp occidental, les Américains et les Israéliens, se montrent très intéressés, très brutaux dans leur approche, cherchant à tout écraser sur leur passage, les Iraniens ont tendance à être très méthodiques dans leurs attaques. Peut-être pouvons-nous nous en servir pour en parler un peu. Que nous dit leur méthodologie de mise en œuvre de la guerre, de l'usage de la violence, sur leur manière d'aborder la situation ? C'est une puissance considérable. Pas aussi immense que nous le pensions, mais tout de même une grande puissance.

#Jacques Baud

Eh bien, voyez-vous, si l'on regarde ce qui s'est passé lors des différentes opérations, il y a eu, comme je l'ai dit, trois attaques précédentes menées par les Israéliens et les États-Unis contre l'Iran en 2024, 2025, puis évidemment la quatrième cette année. Mais si l'on observe la réaction de l'Iran — à chaque fois que les Israéliens ont attaqué, même s'ils tentaient de viser certains dirigeants du Hamas ou des cibles similaires — ils ont provoqué de nombreuses victimes. Les Iraniens ont riposté, et ils n'en ont presque causé aucune. En 2024, ils ont répondu en tirant des missiles qui ont traversé le Dôme de fer et l'ensemble des défenses aériennes israéliennes. Ils ont frappé des bases militaires israéliennes mais n'ont causé aucun décès. Et ce que l'on constate aujourd'hui, par exemple, dans la réponse iranienne, c'est qu'ils ont provoqué très peu de victimes en Israël.

Ils ne visent pas des individus. Ils essaient d'éviter cela. Je veux dire, il y a certainement des victimes en Israël — ce n'est pas qu'il n'y en ait pas, ce n'est pas ce que je veux dire — mais ils ne visent pas des individus. Ils essaient de maintenir une discipline de ciblage très stricte. Ils visent des objectifs militaires autant qu'ils le peuvent. Là encore, il peut y avoir des victimes civiles — c'est ce qu'on appelle des dommages collatéraux. Cela signifie que ces personnes n'étaient pas visées, mais qu'elles ont été touchées simplement parce qu'elles se trouvaient près de l'objectif initial. Mais nous voyons que les Iraniens sont extrêmement prudents pour éviter les victimes civiles. Quand on regarde les attaques israéliennes et américaines qui ont commencé il y a deux semaines, dès le premier jour, il y avait déjà des centaines de victimes civiles.

Nous voyons donc qu'il existe une approche différente. L'idée — et c'est exactement ce que j'ai expliqué avec ces exemples de terroristes — est que, dans l'esprit musulman, il ne s'agit pas de faire un grand nombre de victimes. Il est d'ailleurs très intéressant de constater que, dans la sagesse conventionnelle occidentale, on entend souvent dire que les Iraniens ne comprennent que la force, ou que les Palestiniens ne comprennent que la force ou la violence. C'est totalement faux. On pourrait obtenir de bien meilleurs résultats en abordant la question autrement que par la violence. Mais c'est quelque chose que nous n'acceptons pas, car dans notre culture, nous avons cette idée que la victoire ne peut être obtenue qu'en écrasant son ennemi. Oui.

#Pascal

Eh bien, c'est de la projection. C'est un comportement typique — parce que tu sais que toi-même tu ne te retirerais que si tu étais vaincu, tu supposes que l'autre camp réagit de la même manière. Alors tu le justifies ainsi. C'est une projection classique.

#Jacques Baud

Oui, c'est le cas. C'est le cas. Et c'est bien là le problème que nous avons avec l'Iran — comme avec d'autres pays, d'ailleurs. De ce point de vue, il n'y a pas eu une seule guerre que nous ayons menée au cours des vingt-cinq dernières années environ qui ait été justifiée d'une quelconque manière, même si l'on peut considérer que quelqu'un comme Saddam Hussein représentait une certaine forme de menace. Parce que — et c'est mon expérience, puisque j'ai été dans ces régions, impliqué dans de petits conflits et des situations de ce genre — j'ai compris que si l'on cherche vraiment à comprendre son adversaire, on peut négocier avec lui. Et négocier ne veut pas dire qu'il faut forcément céder quelque chose. C'est exactement ce qui s'est passé dans l'exemple que je viens de donner à propos des terroristes.

Tu n'as rien à leur donner. Il te suffit de les écouter, et c'est très bien ainsi. C'est acceptable. Tu n'as pas besoin de les payer ni de leur accorder un avantage. Tu sais, le fait est — et c'est aussi la raison pour laquelle certaines personnes ne s'y attendent pas —, par exemple, nous parlons d'une possible attaque contre l'île de Kharg en Iran, et je suis convaincu que si les Américains font cela, les Iraniens sont prêts à tout détruire, y compris toutes les installations pétrolières, les raffineries, et ainsi de suite, juste pour anéantir l'ennemi. Ils ne se soucient pas de tout détruire, car c'est quelque chose que j'ai aussi appris lorsque j'étais en Afrique. Ce n'est pas évident pour un Occidental, mais quelqu'un m'a dit : « Tu sais, nous naissons nus, et nous mourrons nus. »

#Pascal

Tous ces aspects conduisent désormais, une fois encore, à une guerre asymétrique qui, chaque jour un peu plus, penche en faveur de l'Iran, lui permettant potentiellement d'atteindre certains de ses objectifs. Ils les ont définis, par exemple, comme l'expulsion des Américains de la région et l'obligation pour eux de retirer tous leurs moyens militaires afin qu'une nouvelle attaque ne puisse pas se produire. D'autres revendications incluent des réparations, entre autres, mais surtout leur expulsion de la région. Il ne semble plus insensé de penser qu'ils pourraient s'en approcher — d'autant plus qu'ils insistent en disant : « Au fait, États du Golfe, si vous abritez ce matériel ou ces personnes, vous devenez vous aussi une cible. » En un sens, ils envoient, à mon avis, un signal très clair : ce qu'ils veulent, c'est une région neutre — ni alliée des États-Unis, ni nécessairement alliée de l'Iran, mais en tout cas pas alliée de Washington. Le voyez-vous aussi de cette manière ?

#Jacques Baud

Eh bien, en fait, il y avait — je crois que c'était une personnalité des Émirats arabes unis, un milliardaire ou quelque chose comme ça — qui a fait un commentaire public. Je crois même que c'était une lettre ouverte adressée aux États-Unis, ou quelque chose de ce genre. Je peux me tromper, mais en substance, ce qu'il disait, c'est que les États-Unis les avaient entraînés dans une guerre à laquelle ils n'avaient jamais consenti. Et c'est précisément là le problème. Lorsqu'on a ces bases disséminées à travers le Moyen-Orient avec pour objectif clair de viser l'Iran, cela signifie que, d'une certaine manière, on fait partie du complot en acceptant ces bases. Et c'est exactement ce que l'Iran essaie d'expliquer.

Et le Premier ministre, Araghchi — et je crois que Larijani l'a également dit — a déclaré aux pays du Moyen-Orient, aux pays arabes : « Nous n'avons rien contre vous. Nous essayons de nous débarrasser de la menace des États-Unis qui repose sur votre territoire. Le problème, c'est qu'elle se trouve sur votre territoire, mais nous ne vous visons pas. » Et c'est aussi quelque chose que l'on peut constater si l'on lit la rhétorique de l'Occident — si l'on regarde le communiqué publié par les Européens, les E3, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France le 1er mars — ils ont affirmé que l'Iran visait les pays du Moyen-Orient. Ce n'est pas tout à fait exact, car l'Iran a précisé qu'il ne visait pas les pays eux-mêmes.

Ils visent les bases américaines. Il en va de même pour Chypre. On peut le voir dans la rhétorique récente : le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrault, a déclaré que l'Iran avait visé Chypre, des pays de l'UE. Non, ce n'est pas vrai. En réalité, les cibles se trouvaient sur le territoire britannique, car les bases à Chypre sont des territoires souverains du Royaume-Uni. Ce n'est pas le territoire chypriote. Nous jouons donc sur les mots pour donner l'impression que l'Iran a cherché à intensifier le conflit et à viser de nombreux pays. En réalité, l'Iran a fait preuve d'une extrême discipline, d'une grande cohérence dans sa réponse, et n'a visé que des sites liés, d'une manière ou d'une autre, aux territoires appartenant aux États-Unis et au Royaume-Uni.

#Pascal

Oui. Et Ali Larijani, il y a deux ou trois jours, a publié un tweet disant qu'il circulait des rumeurs selon lesquelles une opération sous faux drapeau pourrait être menée aux États-Unis pour attaquer des infrastructures civiles et en accuser l'Iran. Il a simplement déclaré de manière préventive : « Nous ne ferions pas une chose pareille. Ce n'est pas dans notre intérêt. Nous ne sommes plus en guerre avec le peuple des États-Unis. Nous étions en guerre avec l'armée des États-Unis, pas avec le peuple. » Il a donc simplement mis cela en avant. Et c'est la même logique qui consiste à dire : non, non, non — il s'agit d'une affaire d'armée à armée. Quoi que vous fassiez, si vous visez nos civils, nous ne faisons pas la même chose de notre côté. Nous ne cherchons pas à combattre le peuple américain ; nous nous contentons de viser les installations qui nous attaquent.

#Jacques Baud

Exactement. Donc, ce n'est pas une escalade. Et c'est quelque chose qu'on entend souvent dans la rhétorique européenne — que l'Iran est en train d'escalader le conflit. Non, ce n'est pas le cas. Il se contente de combattre les pays qui l'ont attaqué. Le problème, c'est que les États-Unis et le Royaume-Uni utilisent en réalité ces pays du Moyen-Orient et Chypre comme prétendus sanctuaires pour combattre l'Iran. Et c'est exactement ce qu'on a vu dans les années 1960, lorsque le Viet Cong utilisait le Laos comme sanctuaire. Ils lançaient un raid contre les États-Unis au Vietnam, puis se retiraient très rapidement dans leurs sanctuaires au Laos. Et c'est exactement la même chose aujourd'hui. Les États-Unis utilisent ces sanctuaires au Moyen-Orient et dans les pays arabes.

#Pascal

Ce qui me frustre énormément, c'est que toute cette dynamique est parfaitement comprise. C'est précisément pour cela que le droit international de la neutralité stipule que si l'on veut être neutre, on ne peut pas avoir de bases, on ne peut pas abriter ces soldats à moins qu'ils ne se rendent et qu'on les garde en détention, et ainsi de suite. En gros, il faut tout désarmer, n'est-ce pas ? Et cela est bien compris, car c'est exactement ce à quoi on s'attendrait. C'est exactement ce qui s'est passé au XVIII^e siècle, au XIX^e siècle. Ce n'est pas de la science-fiction. Ce n'est rien de nouveau. Donc, le fait que maintenant ces pays se plaignent et que les Européens disent : « Comment ont-ils pu attaquer un État souverain — le Qatar et Dubaï ? »

#Jacques Baud

C'est de la folie pure, à mes yeux. Eh bien, c'est exactement ce qu'ils veulent reproduire avec l'Ukraine. Oui, c'est exactement la même chose. Donc nous comprenons la logique, car nous ferions exactement la même chose si nous étions dans la même situation. Le problème, encore une fois, c'est que nous revenons au début de notre discussion : nous ne sommes plus sous le droit international ni sous l'ordre fondé sur le droit international. Nous sommes dans l'ordre fondé sur les règles. Nous définissons les règles, et les règles s'appliquent comme nous le voulons. Quand nous décidons que l'Iran ne doit pas être protégé par le droit international, alors nous en décidons ainsi.

C'est exactement la différence. Le droit international est le droit international, point final. Et attaquer l'Iran — peu importe que le gouvernement soit bon ou mauvais, ou qui soit au pouvoir — attaquer l'Iran, c'est attaquer l'Iran, point final. Détruire des civils, c'est détruire des civils. Utiliser une force disproportionnée contre des civils, c'est utiliser une force disproportionnée contre des civils. Il n'y a aucune bonne raison de tuer des enfants. Il n'y a aucune bonne raison de tuer des civils, des civils non protégés. Il n'y a aucune bonne raison, point final. Il n'y a pas de Hamas, de Hezbollah, peu importe — point final. Il n'y a aucune bonne raison de tuer ces civils non armés.

#Pascal

L'ambassadeur Chas Freeman a fait cette observation il y a environ un an dans un essai, puis il en a parlé sur cette chaîne. La grande différence, a-t-il dit, c'est que ce que nous voulons tous, c'est l'État de droit. Ce que l'Occident met en œuvre avec cet ordre fondé sur des règles, c'est le règne par la loi — l'application de principes vagues ici mais pas là, et certainement pas à soi-même. Et ce faisant, on essaie de dominer tout le monde, n'est-ce pas ? C'est cette approche qui semble échouer aujourd'hui. Mon espoir, donc, c'est que nous en prenions conscience, que nous changions de cap et que nous disions : « Non, d'accord, très bien. Ces règles — les règles universelles — s'appliquent aussi à nous. Retournons à l'idée originale des Nations unies, et non à ce comportement dénaturé que nous observons en ce moment. »

#Jacques Baud

Eh bien, le fait est que, vous savez, toutes ces guerres que nous décidons de mener — parce que toutes les guerres commencées au cours des trente dernières années environ, le dernier quart de siècle — sont en réalité des guerres de choix. Oui. Le problème, c'est qu'il faut regarder ce qui est en jeu dans le monde aujourd'hui. Nous parlons de la Chine qui développe l'IA et des choses de ce genre — désolé, je me suis embrouillé tout à l'heure. L'IA. Ce que l'on constate en Europe et en Occident en général, c'est que nous sommes très en retard en matière de nouvelles technologies et tout le reste, parce que nous dépensons tellement d'énergie, de temps et d'argent à faire la guerre — des guerres inutiles partout dans le monde. Nous déstabilisons des pays qui pourraient être nos partenaires, qui pourraient être des partenaires commerciaux, mais nous les déstabilisons complètement.

Le résultat, c'est que les habitants de ces pays — notamment en Europe, au Moyen-Orient, prenons la Syrie, l'Irak, et ainsi de suite — il est devenu tellement impossible d'y vivre que ces personnes viennent chez nous comme migrants. Je sais que nous avons un problème ici, car certains s'opposent à la migration et tout cela, mais c'est nous qui avons créé cette situation. Nous dépensons donc de l'argent pour rien, en somme, sans aucun retour sur investissement — zéro retour. Nous avons simplement fait tuer des gens là-bas. Nous avons tué des gens, et nos propres concitoyens ont été tués. Nous n'avons rien gagné. Nous avons dépensé de l'argent qui aurait pu être utilisé à la place pour développer les technologies dont nous avons besoin aujourd'hui. La Chine, elle, ne s'est engagée dans aucune guerre.

En conséquence, ils ont pu développer des technologies — leur recherche et développement et tout le reste. Maintenant, nous sommes à la traîne parce que nous avons participé à tout cela. Et aujourd'hui, que faisons-nous ? Nous essayons de dépeindre une future guerre en Europe qui est absolument infondée quand on regarde les faits sur le terrain. Au lieu d'investir dans quelque chose d'utile pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants, nous investissons dans des choses qui seront inutiles, qui ne feront qu'accroître les tensions. Et nous ne serons même pas capables de faire face à la concurrence technologique venant de pays comme la Chine et, demain, peut-être l'Inde. Nous ne sommes même pas capables de faire cela. Oui.

#Pascal

Des imbéciles — des approches insensées, de la pure folie. Mais regarde, Jacques, je suis très heureux que tu nous offres une analyse aussi lucide, même en tant que l'une des rares personnes sanctionnées au sein de l'UE. Merci d'avoir fait tout cela. Je veux dire, excellent travail — un excellent travail et en fait un grand service pour tout le monde, car cela aide, cela apporte de la clarté. Pour ceux qui souhaitent consulter ton analyse, y a-t-il un endroit où ils peuvent aller lire ce que tu produis ?

#Jacques Baud

Eh bien, principalement mon livre — et le tout dernier que j'ai est juste derrière moi. C'est *La paix en Ukraine*, qui décrit tout le processus de paix, ou plutôt les différents processus de paix qui ont été initiés et ne se sont jamais terminés, ou n'ont jamais atteint leur objectif en Ukraine. Il s'agit de la logique de la paix, et ce n'est pas un livre sur la guerre — c'est un livre sur la paix en Ukraine. C'est le plus récent, publié la semaine dernière. Et ces livres sont, bien sûr, désormais interdits dans l'Union européenne — enfin, non, ils ne sont pas interdits, pas du tout. Il est simplement interdit d'en tirer un revenu. Enfin, je n'ai pas le droit... je veux dire, bien sûr, je reçois — enfin, mon éditeur conserve les droits d'auteur pour moi.

Il ne peut pas me verser les droits d'auteur, alors il les garde sur un compte. Mais les livres ne sont pas du tout interdits, malgré le fait qu'en France il existe une chaîne de librairies appelée la FNAC qui a décidé, de sa propre initiative — car il n'y a aucune obligation légale — de retirer tous mes livres des rayons. Mais les librairies honnêtes, les librairies indépendantes, vendent encore mes livres. Celles de la Dissonance, non. Alors n'allez pas dans les librairies de la Dissonance. Et vous les trouverez sur Amazon, bien sûr.

#Pascal

Tout le monde, n'allez pas à la FNAC, mais achetez s'il vous plaît le livre de Jacques Baud *Paix en Ukraine*. C'est désormais un acte de résistance de le faire. Absolument. Merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui. Merci.